OFFICE DES
PROFESSIONS
DU QUÉBEC

930, CHEMIN STE-FOY
QUÉBEC 6
G1S 2L4

LA PROTECTION DU PUBLIC EXIGE UNE MEILLEURE COLLABORATION ENTRE LE MONDE DE L'ENSEIGNEMENT ET LE MONDE PROFESSIONNEL

TORONTO
RECEIVED

René DUSSAULT, président
de l'Office des professions
du Québec.

Allocution prononcée à l'Université Laval devant les participants à un séminaire conjoint Harvard-Laval-McGill, le 28 janvier 1975.

La réforme des professions a clairement attribué aux corporations professionnelles la fonction principale de protéger le public dans le domaine des services professionnels. Un moyen efficace de garantir cette protection est d'assurer aux professionnels une solide formation couvrant l'essentiel des aspects théoriques et pratiques de leur profession.

Dans plusieurs disciplines conduisant à la pratique d'une profession, le lien entre la formation académique et la formation professionnelle n'est pas toujours facile à établir. Le conflit périodique entre les étudiants en droit et le Barreau du Québec ainsi que celui, plus récent, touchant les étudiants en orientation de l'Université Laval, nous rappellent que la réconciliation entre les objectifs de la formation académique et de la formation professionnelle est actuellement l'un des grands défis à relever dans le domaine de l'éducation. Comment respecter les exigences spécifiques du monde de l'enseignement et assurer en même temps au futur professionnel une formation qui le prépare à la pratique même de sa profession?

La formation du professionnel: une préoccupation fondamentale

Le Code des professions prévoit la mise en place de mécanismes de collaboration entre les milieux académiques et

les milieux professionnels afin d'établir une continuité entre la formation académique et la formation professionnelle. Il vise ainsi à permettre aux parties intéressées de résoudre par le dialogue les problèmes qui se posent dans le domaine de la formation des professionnels.

Jusqu'à récemment, la législation professionnelle du Québec donnait aux corporations professionnelles le pouvoir d'agréer les maisons d'enseignement aux fins de l'admission à l'exercice des professions. Le Code des professions donne maintenant ce pouvoir au gouvernement, qui l'exerce après consultation des quatre parties en cause: la corporation professionnelle, la maison d'enseignement impliquée, le Conseil des universités et l'Office des professions. Ce pouvoir accordé au gouvernement d'établir quels diplômes de base seront requis pour la pratique des professions vise non pas à déterminer le contenu des programmes académiques, mais bien le niveau des diplômes et les établissements qui les décerneront. C'est dans cette optique que sera établi prochainement, en vertu de l'article 178 a) du Code des professions, une nomenclature de ces établissements et des diplômes qu'ils décernent dans les trente-huit secteurs régis par ce Code.

Etant donné toutefois l'important mandat de protection du public conféré par la nouvelle législation aux corporations professionnelles, celles-ci possèdent toujours le pouvoir

d'admettre une personne à l'exercice d'une profession ou, dans le cas d'une profession à titre réservé, de lui délivrer un permis de port de titre. Les corporations conservent donc le droit d'imposer, en plus de la possession du diplôme de base reconnu par le gouvernement, des conditions supplémentaires, telles que des stages ou des examens par exemple. Ces conditions doivent toutefois être adoptées par un règlement qui, comme tous les autres présentés par la Corporation, doit ensuite être approuvé par le gouvernement.

Jeter des ponts

Pour éviter que les corporations ne se sentent justifiées ou croient nécessaire de poser des conditions additionnelles qui auraient déjà été satisfaites au niveau des programmes académiques, l'Office des professions s'efforce d'établir des mécanismes de collaboration entre le monde de l'enseignement et le milieu professionnel. Il souhaite ainsi faire en sorte que, le plus souvent possible, le diplôme académique donne non seulement ouverture, mais directement accès à la pratique des professions ou à tout le moins, que les conditions additionnelles exigées soient vraiment complémentaires et ne dédoublent pas les évaluations faites au niveau académique.

Très exigeant, ce principe de la collaboration entre les milieux académiques et professionnels, constitue néanmoins

la meilleure solution dans les circonstances. Dans un domaine aussi délicat, les solutions issues du dialogue semblent préférables à celles basées sur la coercition. On peut songer aux conséquences graves, tant pour les milieux académiques que professionnels, d'une situation où le gouvernement déciderait du contenu des programmes d'enseignement et de leur aptitude à donner directement accès à l'exercice des professions.

La recherche d'une plus grande continuité entre la formation académique, universitaire ou collégiale, et la pratique professionnelle ne doit pas amener à concevoir la formation académique essentiellement en fonction du système professionnel. Cette dernière comporte des objectifs propres qu'il importe de sauvegarder. De là toutefois à ce que les milieux académiques fassent totale abstraction de la réalité professionnelle, il y a une marge. A l'heure où l'on souhaite voir l'université s'intégrer davantage à la société québécoise, il est bon de rappeler que le professionnalisme fait partie de cette société et qu'il peut constituer un lien valable entre celle-ci et l'université.

L'Office des professions a rencontré à plusieurs reprises les parties impliquées dans la mise en place d'un mécanisme de collaboration entre les maisons d'enseignement et les professions. A la suite de ces rencontres, le mécanisme suivant a été élaboré et largement accepté.

Le mécanisme de la collaboration

Un comité conjoint université-corporation est proposé pour chaque discipline universitaire débouchant sur la pratique d'une profession. Ce comité, dont la composition sera fixée par règlement en vertu de l'article 178 b) du Code des professions, regroupera des représentants des universités en cause, de la corporation visée et des étudiants inscrits dans les champs d'étude de la discipline concernée. Les discussions de ces comités porteront sur: l'élaboration des programmes d'étude et la préparation des examens ou autres mécanismes d'évaluation, les stages de formation professionnelle, les examens professionnels et la formation continue. Un mécanisme de collaboration à peu près analogue devra aussi être établi au niveau de l'enseignement collégial.

Sans pouvoirs décisionnels ultimes, ces comités, regroupant les corporations professionnelles et les milieux académiques, visent à établir une jonction entre les objectifs propres à la formation académique et ceux de la formation professionnelle en permettant aux parties impliquées d'échanger leurs vues pour arriver aux meilleures solutions possibles.

Formation initiale et formation continue

Beaucoup plus que par le passé, les corporations

professionnelles doivent maintenant mettre l'accent sur la formation continue. Le Code des professions leur en fait une obligation formelle. Dans la poursuite de cette tâche, les corporations doivent s'associer aux collèges et aux universités partout où c'est possible.

Or, il sera beaucoup plus facile d'en arriver à des échanges profitables à l'étape de la formation continue si on a déjà jeté des ponts entre les milieux de l'enseignement et les milieux professionnels au moment de la formation initiale. Car c'est à ce niveau que se pose d'une manière déterminante le problème de réconcilier les impératifs de la formation académique et ceux de la formation professionnelle.

La formation initiale poursuit deux buts: donner à l'étudiant une formation générale qui ne soit pas bornée par les limites du système professionnel et, en même temps, diriger un bon nombre d'entre eux vers un débouché professionnel. Si on réussit, à l'université ou au collège, à concilier ces deux objectifs de la formation initiale, on favorise de meilleurs rapports entre le milieu académique et le milieu professionnel au niveau de la formation continue, où il s'agit surtout pour le professionnel d'approfondir ou de réviser certaines notions fondamentales et certaines techniques.

Cette préoccupation plus marquée pour la formation continue découle de l'instauration par la nouvelle législation professionnelle d'un mécanisme nouveau de protection du public

touchant les professionnels en exercice: l'inspection professionnelle. Ce mécanisme vise à surveiller la pratique des membres d'une corporation professionnelle pour s'assurer qu'ils tiennent leurs connaissances à jour. Les responsables de cette vérification de compétence peuvent recommander qu'un professionnel suive des cours de perfectionnement et même que son droit d'exercice soit limité pendant ce temps. Le programme de formation continue contribuera donc à satisfaire les exigences de l'inspection professionnelle.

L'Office des professions: un conciliateur

Dans la mesure où la formation des professionnels touche la protection du public, l'Office des professions s'y intéresse de très près. Celui-ci entend donc jouer un rôle pilote dans la mise en place des mécanismes de collaboration prévus par le Code des professions et est même disposé, dans certains cas, si la chose apparaît souhaitable à toutes les parties impliquées, à jouer un rôle de conciliateur entre le monde de l'enseignement et le monde professionnel. Il espère ainsi favoriser le dialogue entre toutes les parties visées afin qu'elles puissent en arriver à des solutions satisfaisantes non seulement pour les étudiants ou pour les professionnels désireux de poursuivre leur formation mais aussi pour le public, qui est en droit de s'attendre aux meilleurs services professionnels possibles.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUEBEC

PROTECTION OF THE PUBLIC REQUIRES BETTER COLLABORATION BETWEEN THE ACADEMIC WORLD AND THE PROFESSIONAL WORLD

René Dussault
President

Speech given at Laval University on January 28, 1975 before the members of a joint seminar Harvard-Laval-McGill

PROTECTION OF THE PUBLIC REQUIRES BETTER COLLABORATION BETWEEN THE ACADEMIC WORLD AND THE PROFESSIONAL WORLD

By René Dussault
President
L'Office des professions
du Québec

The reform of the professions has clearly attributed to every professional corporation the principal function of protection of the public in the field of professional services. One effective means of guaranteeing such protection is to ensure that all professionals obtain a thorough basic education covering the essential theoretical and practical aspects of their profession.

In many disciplines leading to the practice of a profession, the link between academic and professional training is not always easy to establish. Intermittent conflict between the law students and the Québec Bar and the more recent dispute involving the students in guidance-counselling at Laval University are evidence of the fact that one of the main challenges to be met in the field of education is a reconciliation between the objectives of academic training and those of professional training. How is it possible to respect the specific requirements of the academic world while at the same time ensuring every aspiring professional the training which prepares him for the practice of his profession?

A basic preoccupation: the education of the professional

The Professional Code makes provision for the establishment of a means of collaboration between those in the academic and those in professional fields so that continuity may be established between the academic and professional educational programs. It is hoped that in this way the interested parties will have the opportunity of discussion to solve the problems which arise in the field of professional training.

Until recently, Québec's professional legislation empowered professional corporations to approve the teaching establishments for the purpose of admission of their graduates to the practice of certain professions. Under the Professional Code, this power has now been transferred to the government, which it exercises after consultation with the four parties involved, namely the professional corporation, the teaching establishment concerned, the Council of Universities and l'Office des professions. The power to decide which basic diploma or degree that is required to practice a profession has been granted to the government not with the intention of it determining the content of academic programs but rather to establish the level of diplomas or degrees and to decide which teaching establishments will issue

them. With this in mind, under section 178 a) of the Professional Code, a list of these establishments will be drawn up shortly indicating the diplomas or degrees which they issue involved in the thirty-eight sectors governed by the Code.

Although the new legislation has entrusted the professional corporations with the important mandate of protecting the public, these corporations still have the power to admit persons to the practice of a certain profession or, in the case of professions with reserved title, to issue permits to use their titles. These corporations retain the right to impose other conditions in addition to the requirement of obtaining a basic diploma or degree recognized by the government. Among these other conditions include additional practical training periods and examinations. These conditions must, however, be adopted by regulation which, like any other regulation submitted by a Corporation, must in turn be approved by the government.

Building bridges

Situations in which the corporations feel it necessary and justified to impose additional conditions which

may already have been met at the academic program level should be avoided; therefore l'Office des professions is endeavoring to establish mechanisms of collaboration between the teaching world and the professional field. It is hoped that as a result, and as frequently as possible, an academic diploma will not only open the door to the practice of a profession but will also provide direct access to such practice, and that at the very least, the additional conditions imposed will be truly complementary and not duplicate the assessments made at the academic level.

Although this principle of collaboration between the academic world and the professional one is very exacting it is nevertheless the best solution in the circumstances. In such a delicate field any negotiated solution seems preferable to one based on coercion. One can easily imagine the consequences of any situation in which the government decided upon the content of teaching programs and as to whether these programs could provide direct access to the practice of the professions.

The search for greater continuity between academic training, whether at the university or the college level, and professional practice should not lead to the conception of academic training in terms of the professional

system. There are certain specific objectives in academic education, and these must be preserved. A gulf exists, however, between this and total abstraction from professional reality by the academic world. At a time when it is hoped that the universities will become increasingly integrated into Québec society, it must be remembered that professionalism is part of that society and can constitute a valuable link between it and the universities.

L'Office des professions has met on several occasions with the parties involved to set up the means of collaboration between the teaching institutions and the professions. During these meetings, the following guidelines for collaboration were drawn up and have been largely accepted.

Mechanisms of collaboration

It has been proposed that a conjoint university-corporation committee be established for each discipline leading to the practice of a profession. The composition of this committee would be determined by regulation under section 178 b) of the Professional Code, and the committee itself would consist of representatives of the universities involved,

of the corporation in question, and of the students studying the discipline concerned. These committees would discuss the elaboration of programs of study; the preparation of examinations or other means of assessment; practical periods of professional training; professional examinations and continuing education. A somewhat similar means of collaboration should also be established at the level of college education.

Although these committees, representing both the professional corporations and the academic field, would have no final decision-making power, it is intended that they establish a link between the specific objectives of academic education and those of professional training by enabling the parties involved to exchange views to arrive at the best possible solutions.

Basic Education and Continuing Education

The professional corporations must lay far more stress now than they have done in the past on continuing professional education; indeed the Professional Code makes it a formal obligation for them to do so. In performing this responsability, the corporations must work together with the universities and colleges wherever this is possible.

Profitable exchanges will be far more easily attained where continuing education is concerned if the bridges of communication have already been built between the educational and professional fields at the time of the basic educational program, since it is at this level that the problems involved in reconciling the imperatives of academic training with those of professional training arise. There are two objectives at the basic educational level - to provide the student with a general education unhindered by the limitations of the professional system, and at the same time to guide a sufficient number of such students toward professional practice. Reconciliation of these two objectives of the basic education at the university or college level will encourage better relations between the academic and the professional worlds for continuing education where the professional must review and widen his knowledge of certain basic concepts and techniques.

This deeper concern for ongoing training is the result of the establishment, by the new professional legislation, of inovative means of the protection of the public with respect to practicing professionals; this mechanism is through professional inspection, consisting of observing the practice of members of a professional corporation to ensure that they are keeping abreast of developments in their field.

Those entrusted with this "competence check" may recommend that a professional take further training courses and that his right to practice be restricted while he is taking them. Programs of continuing education should thus contribute to the maintenance of the goals of competence required by the profession.

L'Office des professions as a mediator

L'Office des professions takes a very keen interest in the training of professionals to the extent that this concerns protection of the public. L'Office intends to play a pilot role in the establishment of the mechanisms of collaboration as provided for in the Professional Code and is quite prepared to act as a mediator between the teaching establishments and the professionals in certain cases, where such action appears useful to all the parties involved. L'Office hopes that in this way it will promote continuing discussion between all the groups concerned, so that they may reach solutions which are satisfactory not only for the students and the professionals, who seek to continue their training, but also for the public, which is entitled to the best possible professional services.